

Une info à nous transmettre? Une histoire à nous raconter? Ecrivez-nous à web@20minutes.ch

Suisse

09 avril 2019 22:41; Act: 09.04.2019 23:20

Genève veut moins de bruit et de pollution

L'initiative populaire des Verts a été acceptée par le Grand Conseil genevois. Elle entend lutter aussi bien contre la pollution atmosphérique que sonore.



La corrélation entre la pollution de l'air et la hausse des consultations aux urgences lors des pics de pollution est désormais établie. (Photo: Keystone)

on off i

La lutte contre la pollution atmosphérique et sonore s'intensifie à Genève. Le Grand Conseil a accepté mardi l'initiative populaire des Verts «De l'air, moins de bruit. Préservons notre santé face à la pollution».

Une faute?

Signalez-la-nous!

L'initiative avait récolté 6353 signatures en 2018. «La question de la qualité de vie et de la santé publique est de plus en plus prégnante», a reconnu le conseiller d'Etat Antonio Hodgers, en charge de l'Environnement, invitant les députés à voter un texte qui appuie la politique du gouvernement. L'initiative a été adoptée par 50 oui, contre 20 non (UDC et MCG) et 23 abstentions (PLR).

Le texte vise le respect progressif des limites fédérales d'ici à 2030. Il vise à améliorer l'information à la population en matière de pollution atmosphérique ainsi que la qualité de l'air par des mesures structurelles et des mesures urgentes. L'initiative entend aussi lutter contre la pollution sonore grâce à un nouvel article.

Impact du bruit

Rapporteur de majorité, le Vert Philippe Poget a rappelé la corrélation entre la pollution de l'air et la hausse des consultations aux urgences lors des pics de pollution. Si les seuils actuels demeurent inchangés, l'initiative permettra une réactivité plus grande, notamment par la gratuité des transports publics. En outre, l'impact du bruit sur la santé est enfin reconnu.

Parmi les actions concrètes figurent la limitation de la circulation motorisée, l'installation de systèmes de chauffage plus efficaces, l'assainissement des bâtiments et la réduction des émissions de chantiers, de l'industrie et de l'aéroport. Le PLR, qui s'est abstenu, estime que cette initiative n'apporte pas de valeur ajoutée par rapport à la politique du Conseil d'Etat.

(nxp/ats)

Plus de sujets